

DOSSIER STRATÉGIQUE

Transitions politiques et stabilité en Afrique subsaharienne

Dirigé par Sonia LE GOURIELLEC

- **INTRODUCTION**

DR. SONIA LE GOURIELLEC
Chercheuse à l'IRSEM

- **CHALLENGES FACING IN (FRANCOPHONE) AFRICA'S ELECTIONS**

DR. FERRAN MARTINEZ I COMA
The Electoral Integrity Project, University of Sydney

- **ORGANIZED VIOLENCE AND UNARMED PROTEST IN CONTEMPORARY AFRICA**

DR. ZACHARIAH MAMPILLY
Associate Professor of Political Science, Vassar College.

- **LES ÉLECTIONS ÉTHIOPIENNES ET SOUDANAISES DE 2015 : JEUX AUTORITAIRES EN TOUTE DISCRÉTION**

DR. JEAN-NICOLAS BACH
Docteur en Science politique, Les Afriques dans le Monde, Sciences Po Bordeaux.

- **RÔLE COMPARÉ DE L'ARMÉE DANS LES PROCESSUS POLITIQUES (AFRIQUE FRANCOPHONE).**

DR. JEAN-PIERRE BAT
Chercheur affilié au CNRS

AVERTISSEMENT

*Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense.*



INTRODUCTION: TRANSITIONS POLITIQUES ET STABILITÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

DR. SONIA LE GOURIELLEC

Chercheuse à l'IRSEM

Du 8 au 10 juillet 2015, Paris accueillait la sixième conférence européenne des Études africaines (ECAS). Près de 1500 chercheurs se retrouvent ainsi tous les deux ans pour partager le résultat de leurs recherches. Cette année, la thématique retenue les invitait à confronter leurs travaux sur les « mobilisations collectives en Afrique ». Si dans l'imaginaire occidental, le continent africain renvoie souvent à un espace de guerre et de violence (Kaplan, 1994 : 44-76), les chercheurs ont démontré que la conflictualité avait évolué. Il n'est évidemment pas question de nier que le continent connaît des conflits mais l'analyse ne doit pas tomber dans le piège d'un récit dominant oubliant les nuances, les subtilités et la dynamique évolutive des conflits. Surtout, le premier constat est que la conflictualité a baissé en Afrique subsaharienne malgré le prisme médiatique (Straus, 2012 : 179-201) déformant. Les conflits évoluent : Scott Straus a mis en évidence la fréquence accrue des violences électorales associées à l'introduction du multipartisme et de la compétition qu'elle induit. Cette compétition peut accroître la tentation du recours à la mobilisation ethnique. Néanmoins, ce facteur identitaire est toujours relié à des problématiques d'accès à la terre ou aux ressources. Cela rend les analyses ethniques essentialistes particulièrement simplistes, réductrices et fallacieuses.

Dans ce dossier stratégique, Zachariah Mampilly nous explique comment les protestations populaires sont devenues le principal moyen d'entraîner une transition politique sur le continent. Les régimes d'Afrique subsaharienne semblent avoir été préservés par l'effet de souffle qui a touché une partie du Moyen-Orient en 2010 et 2011. Néanmoins, les grèves et les manifestations populaires - bien que de plus faible ampleur - émaillent de nombreux États du continent depuis une décennie. Ainsi, les travaux de Zachariah Mampilly et d'Adam Branch (Mampilly, Branch, 2015 : 272) nous apprennent que la vague de contestations n'a pas débuté en Afrique du Nord mais en Afrique subsaharienne. Le continent serait au milieu d'une troisième vague de contestations. La première regroupe les soulèvements nationalistes des années 1950 qui mènent aux indépendances. La deuxième englobe les mouvements d'Afrique de l'Ouest, du milieu des années 1980 au début des années 1990, à la suite des mesures d'austérité imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Cette deuxième période enclenche un processus de démocratisation avec la tenue d'élections, l'émergence du pluralisme politique et de la liberté d'expression, voire l'organisation de conférences nationales (Bénin, Congo, Tchad). Selon ces scientifiques, les révoltes arabes de 2011 ne représenteraient pas la première ondulation d'une vague de protestations mais bien sa crête. De fait, les révoltes arabes constituent l'apogée d'un long « printemps africain » amorcé en 2005 - avec les mouvements de contestation liés à la crise alimentaire - mais qui n'aboutit pas nécessairement à des changements de régimes¹. A l'inverse certains régimes sont parvenus à défaire ces mouvements de protestations populaires en utilisant la force militaire. Dans sa contribution, Jean-Nicolas Bach, revient ainsi sur l'expérience de l'Éthiopie et du Soudan. Les deux régimes ont récemment réprimé par la force toute contestation. Néanmoins, 2015 a été une année d'élection qui leur a permis de réélire leur Parlement et de renouveler leur exécutif.

On constate que les institutions démocratiques peuvent participer à la résilience des régimes autoritaires. L'existence d'institutions en apparence démocratiques comme les assemblées représentatives serait un moyen utilisé par les autocrates pour prolonger la durée de vie de leur régime. Dans sa contribution, Jean-Nicolas Bach démontre que la vague de démocratisation des années 1990 pouvait « parfois n'être que des desserments des pratiques autoritaires de la part de gouvernements aux ressources limitées ». Pour sa part, Jean-Pierre Bat revient sur le rôle clé joué par les forces armées dans ces transitions politiques. Tout en rappelant que leur rôle

« n'est pas aussi manichéen qu'il n'y paraît », il invite à une comparaison entre des forces armées « facteur des transitions politiques » en Afrique de l'Ouest et un phénomène inverse en Afrique centrale. Enfin, le processus électoral est un moment fort des transitions politiques : Ferran Martinez i Coma nous présente les premiers résultats pour l'Afrique du projet sur la transparence du processus électoral (« *Electoral Integrity* ») réalisé par les universités de Sidney et de Harvard. Le rapport établit, pour l'année 2014, un classement de la transparence du processus électoral et conclut que les pays francophones du continent sont particulièrement mal classés. Néanmoins, l'étude démontre également qu'il n'y a pas de spécificité continentale tant les difficultés sont les mêmes dans d'autres régions du monde.

Ces résultats invitent les chercheurs à recourir aux théories générales de la science politique – souvent délaissées au profit de l'analyse du local – pour appréhender la politique en Afrique et donne raison, s'il en était besoin, à Mamoudou Gazibo et Céline Thiriot : « *le fait même que certains phénomènes surviennent en Afrique – la démocratisation et les élections – affaiblit la portée des cadres particularistes en vertu desquels ces phénomènes étaient supposés étrangers au continent* » (Gazibo, Thiriot, 2009 : 14).

Notes

¹ Les mouvements contre la vie chère débutent en 2005 au Niger. La crise économique de 2007 étend ses contestations au reste du continent et ces dernières s'ouvrent à des revendications démocratiques. Ainsi, en 2007, la Mauritanie, le Mozambique, la Guinée-Conakry, le Burkina Faso, le Cameroun, le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou encore le Gabon sont touchés par ces mouvements, réprimés parfois violemment par leurs régimes respectifs.

Références bibliographiques

- Gazibo M. et Thiriot C., 2009, « Introduction. L'Afrique en science politique », dans Gazibo M. et Thiriot C. (dir.), *La politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche*, Karthala, Paris.
- Kaplan R., 1994, "[The Coming Anarchy : How Scarcity, Crime, Overpopulation, and Disease is Rapidly Destroying the Social Fabric of Our Planet](#)", *Atlantic Monthly*.
- Mampilly Z. et Branch A., 2015, *Africa Uprising. Popular Protest and Political Change*, Londres, Zed Books.
- Straus S., 2012, "Wars Do End ! Changing Patterns of Political Violence in Sub-Saharan Africa", *African Affairs*, 111, (443).
- Williams P. D., 2011, *War & Conflict in Africa*, Cambridge, Polity.



CHALLENGES FACING IN (FRANCOPHONE) AFRICA'S ELECTIONS

DR. FERRAN MARTINEZ I COMA

The Electoral Integrity Project, University of Sydney

Forthcoming elections in Africa face many challenges¹. This includes the postponement of general elections in Nigeria due to violence from Boko Haram and technical delays in issuing voter id cards, the difficulties of establishing the first popular contests to be held in South Sudan, and elections with limited human rights scheduled to be held during 2015 in Togo, Egypt, Burundi, and the Central African Republic.

During 2015, elections will be held in four African countries with French colonial roots: Togo, Benin, Cote d'Ivoire and Guinea. What can those countries learn about the elections that have been held in the continent in the past few years?

To understand what can go wrong – and what can be done to improve matters – we can look back at elections in the continent last year. A new report has just been published, [The Year in Elections 2014](#), developed by the [Electoral Integrity Project](#) at Harvard and Sydney Universities. This is based on the third release of the Perceptions of Electoral Integrity expert survey which covers 127 national parliamentary and presidential contests held from 1 July 2012 to 31 December 2014 in 107 countries worldwide. Evidence about electoral integrity is gathered from a global survey of 1,429 domestic and international election experts (with a response rate of 29%). In the continent of Africa, 245 experts evaluated 30 elections in 28 countries, 11 of them francophone. Immediately after each contest, EIP send out an electronic survey about the quality of each election which is evaluated on 49 indicators. Responses are clustered into eleven stages occurring throughout the electoral cycle and then summed to construct an overall 100-point expert Perception of Electoral Integrity (PEI) index and ranking.

The study will continue to roll out the survey in subsequent years and consequently covering more countries on the continent and worldwide.

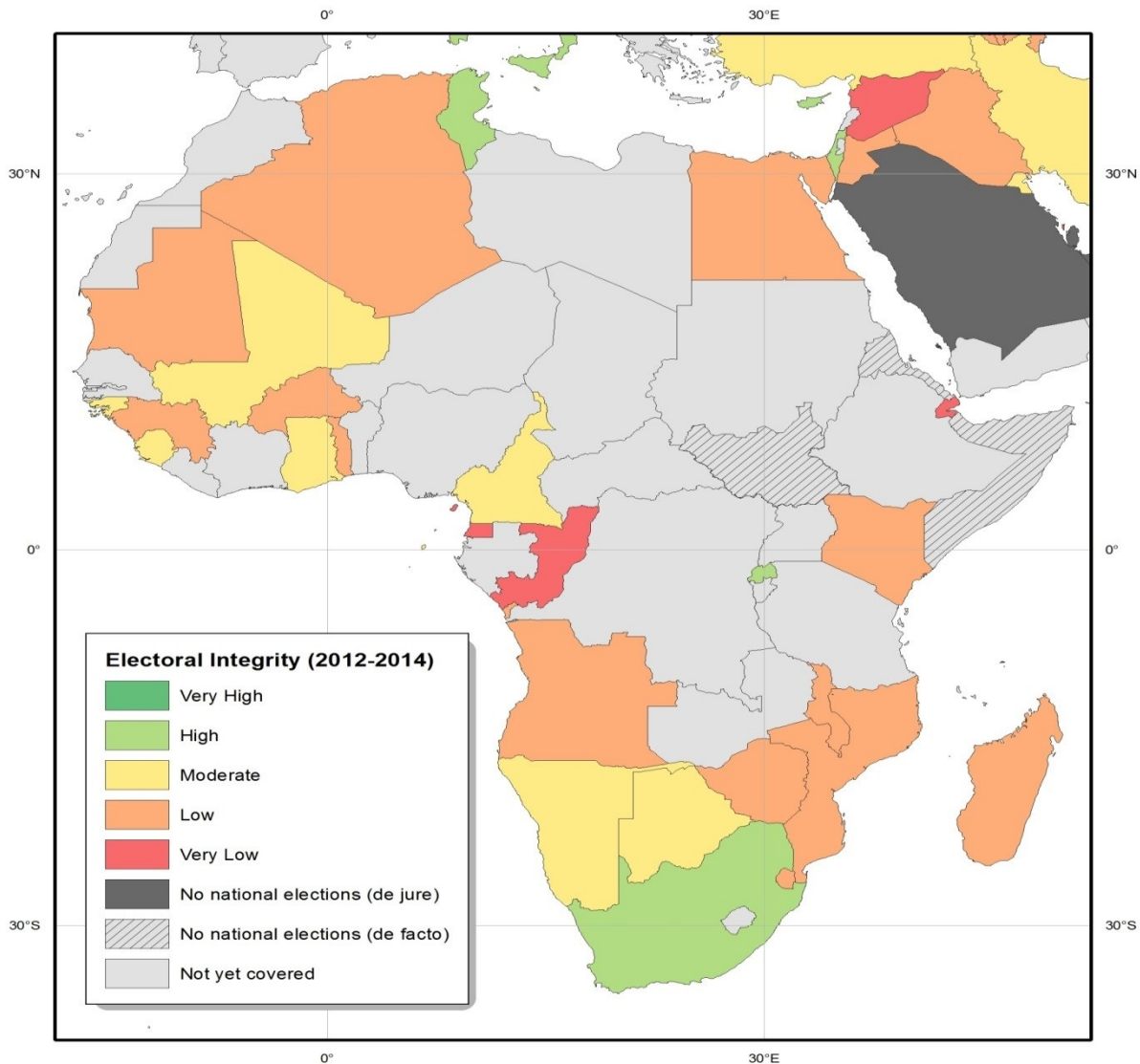
Which were the worst and best African elections last year?

During 2014, two of the five worst contests in electoral integrity were held in Africa. In Egypt, the Muslim Brotherhood's Freedom and Justice Party and several other parties and groups were imprisoned, harassed, and restricted from running in the 2014 Presidential election and General Al-Sisi obtained over 95% of the votes (IFES elections, 2014). The election in Mozambique also performed poorly in integrity, and FRELIMO won with 57% of the votes (compared to the 75% in 2009) (Mozambique News Agency, 2014). In 2013, three of the elections with the lowest levels of integrity were also held in Africa: Equatorial Guinea, Djibouti and Zimbabwe.

A pessimist could say that the continent's record is grim. And, indeed, at a first glance, the map points out to a not very attractive situation. Electoral integrity is generally strengthened by three factors; [democracy, development, and power-sharing constitutions](#). As [Pippa Norris explains](#): "Longer experience over successive contests usually consolidates democratic practices, deepens civic cultures, and builds the capacity of professional electoral management bodies. Economic development provides the resources and technical capacity for professional electoral administration. Power-sharing institutions, such as the free press and independent parliaments, serve as watch-dogs curbing malpractices". A glance at Africa, points out that the three factors are weak, compared to the rest of the world.

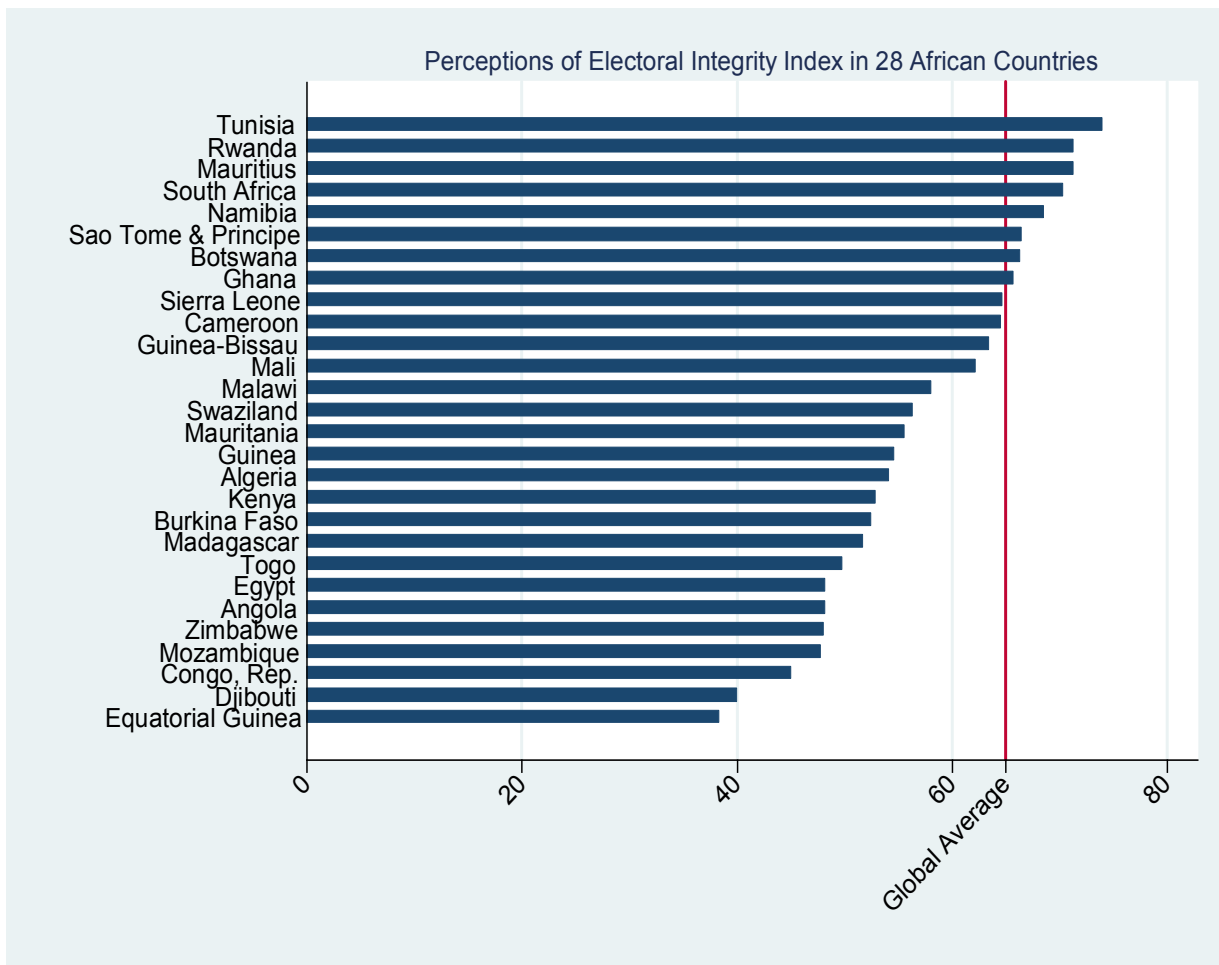
Transitions politiques et stabilité en Afrique subsaharienne

A pessimist could also say that francophone Africa has the lowest mean in the PEI index of all the continent. Indeed, this is the case since, the average for French speaking African countries is lower (55.7) than for the non-speaking countries. However, a realist would argue that those differences are not significant, which in fact are not.



Moreover, an optimist could say that there are several important exceptions. First, for example, in the continent, Tunisian elections have been successful. The results were hailed internationally for their viability as the only one of the major Arab Spring uprisings that is not convulsed by instability and turmoil (Sezgin, 2014 ; Bryant, 2014). In fact, the Tunisian elections are the best African elections valued by the experts. It is also the case that some countries have improved. Although we do not have data for the 2007 Kenyan election, and although far from a perfect contest in 2013, Kenya's last elections were improved by avoiding extensive bloodshed.

Indeed, when comparing the African countries among themselves, we observe a very important variation as the graph below shows. Besides the good performance of the PEI Index of the two Tunisian and the South African elections previously mentioned, there are others that have been evaluated above the world average. Among those are Mauritius, Namibia, Ghana, Rwanda and Botswana. Also, Sierra Leone, Comoros, Guinea Bissau or Mali are very close to the global average.



Second, a closer look at the problems of the region, points out that Africa's difficulties of electoral integrity are very similar to the rest of the world, though at a different level. A comparison of the problems around the globe in the table below shows that the most important problems globally are campaign finance and voting process. Those are also most important for Africa and its francophone countries are not an exception. In the same line, countries around the world perform better in stages such as the results, vote count or electoral authorities and the judgments for Africa are accordingly also more positive.

In the same line, an optimist also would mention that after a close look of the data, out of the 11 dimensions available, francophone Africa's scores are very similar (or at least not significantly different) than those from non-French speaking African countries. More importantly, there are only two dimensions where the differences are significant: issues related to voter registration and results. And the score are significantly better in francophone Africa than in the rest of African countries.

Third, it is also worth to mention that when looking at the evaluations by regions, the differences among the experts' evaluations of the most important problems are not very dispersed. Hence, while the average campaign finance score in the world is 60 out of 100, it reaches a maximum of 66 for Western Europe and South Asia but its lowest evaluation of 55 is for elections in West & Central Africa. The same pattern appears with voting process and an average of 51. Excluding Western Europe, the dispersion is low. The most important differences appear, though, when comparing with the rest of the dimensions such as party and candidate registration or electoral procedures.

Table 2: PEI by global region

	PEI index	Electoral laws	Electoral procedures	District boundaries	Voter registration	Party and candidate registration	Media coverage	Campaign finance	Voting process	Vote count	Results	Electoral authorities
Western Europe	79	75	89	72	83	79	66	65	78	90	87	85
Americas	69	66	82	66	68	74	61	53	71	84	78	76
East Asia & Pacific	67	65	75	66	62	69	60	55	67	78	70	71
Eastern Europe	64	63	72	68	64	67	58	54	68	79	74	68
South Asia	59	67	67	63	55	58	66	50	59	66	63	65
North Africa	59	60	68	71	61	61	57	52	73	80	68	63
East & Southern Africa	58	58	63	59	54	62	56	42	58	65	66	61
Middle East	57	52	69	53	60	58	59	48	60	69	69	64
West & Central Africa	57	61	63	55	50	61	55	40	55	64	63	60
Total	64	64	73	64	62	67	60	51	66	76	72	69

Source: Electoral Integrity Project. 2014. *The expert survey of Perceptions of Electoral Integrity, Release 3 (PEI_3.0)*. The regional classification is from World Bank *World Development Indicators*.

To conclude, African governments and parties still have a plenty of room to improve in many aspects of electoral integrity. However, many of the problems that they are facing are very similar, though in different degrees, to countries elsewhere around the world.

A suggestion on where to focus the attention of the national and international community as well as the media in the elections forthcoming in the French speaking African countries –but not only there- is to closely follow the issues related to campaign finance and the voting process.

Rédigé en mars 2015

Further information, the complete PEI_3 dataset, a YouTube video presentation, and a copy of the *Year in Elections 2014* report by Pippa Norris, Ferran Martinez i Coma and Max Groemping can be downloaded from www.electoralintegrityproject.com

Scholars who are experts on elections and interested in participating in the survey are welcome to send us their contact details at electoralintegrity@sydney.edu.au

Références bibliographiques

- Bryant L., 30 octobre 2014, "[After Elections, Tunisia's Nidaa Tounes Seeks Alliances to Govern](#)", *Voice of America*.
- International Foundation for Electoral Systems, 2014, "[Arab Republic of Egypt: Election for President](#)", consulté le 28 août 2014.
- Mozambique News Agency, 31 octobre 2014, [AIM Reports](#).
- Sezgin Y., 8 novembre 2014, "[Why is Tunisian democracy succeeding while the Turkish model is failing ?](#)", *The Washington Post*.

ORGANIZED VIOLENCE AND UNARMED PROTEST IN CONTEMPORARY AFRICA

DR. ZACHARIAH MAMPILLY

Associate Professor of Political Science, Vassar College.

That Africa is experiencing an upsurge in popular uprisings is undeniable. Four years after the Arab Awakening, the locus of mass popular protests has shifted further south with Burundi and Burkina Faso most recently joining the expanding list of African countries hosting broad anti-government popular movements. Indeed, the narrative of the “Arab Spring” was always premised on a falsehood, one that sought to delink North Africa from the remainder of the continent.

As Adam Branch and I document in our recent book, *Africa Uprising: Popular Protest and Political Change*, the ongoing Third Wave of African Protests actually has its origins in the middle of the 2000s, cresting in 2011 when over twenty African countries experienced mass uprisings, and rippling widely into the present. Many of these protests are initially triggered by electoral malfeasance by entrenched incumbents or price increases on specific goods, but quickly morph into larger anti-government movements. Since 2005, we document over 90 such protests in over 40 African countries across every region of the continent. We are not alone in this assessment. In a forthcoming work, Dawn Brancati finds a pronounced rise in protests in Africa over the past decade, with the region accounting for more protests than any other in the world (cited in Noyes 2015).

Despite this, Africa, particularly south of the Sahara is still portrayed as overwhelmingly rural, defined by the prevalence of ethnic politics, and incapable of change save through the barrel of a gun. This vision prevails even as social scientists have shown that Africa has steadily become less violent with less than half the number of organized large-scale violent conflicts since the heyday of the 1990s (Straus 2012). Is there a relationship between the decrease in organized violence and the rise of popular protests? The evidence is unclear. But there are good reasons to assume that popular protests is becoming the dominant mode for bringing about political change across the continent, and that large scale organized violence will continue to recede.

For starters, Africa is becoming increasingly urbanized. Though still predominantly rural, the continent is urbanizing at the fastest rate in the world and is already more urban than India, (though this of course masks vast differences between countries). While many African rebellions set their sights on capturing power in urban capitals, most took advantage of the relatively poor reach of many African states and set up operations in rural areas. With the urban shift in Africa’s demographics, would be African rebels have fewer young men and women to recruit into their movements.

In addition, the influx of foreign capital into Africa’s commodity sector has increased the value of rural areas to existing governments. While once scholars like Thandika Mkandawire pointed out the urban bias of political competition on the continent, rural areas have become increasingly valuable to African governments who have increased their own capacity to control their increasingly lucrative hinterlands. The rise of Chinese military aid and the increased emphasis on counterterrorism from Western states has contributed to this dynamic.

But the decrease in violence is not solely attributable to structural factors. On the ground, African societies have become increasingly disillusioned with organized violence as a tool for political change. While rebellion can successfully produce regime change, it rarely has led to the types of broad democratic transformation demanded by most African people. Instead, urban popular uprisings that cross ethnic and religious divides have come to the

fore, promising to bring about change without the destruction and political disarray that generally accompanies situations of internal war.

Yet while the shift from violent to less violent forms of resistance is undoubtedly a positive shift, it is yet to be determined whether the ongoing wave of protest will effect the types of changes necessary to quell the demands of protesters. While Burkina Faso's uprising in 2014 seems to have brought about fundamental changes to the country's politics, many other uprisings have been crushed by determined governments or have failed to capitalize on their own success. Burundi's ongoing struggles demonstrate the limits of protests to bring about change when confronted with a determined regime willing to deploy military force against unarmed protesters. Many other incumbents including Uganda, Ethiopia and Sudan have similarly managed to defeat broad popular movements using military force. The question remains whether African societies will continue to embrace unarmed forms of popular resistance in the face of brutal crackdowns or whether violence will return to the political stage. As a number of African countries brace for elections in which incumbents seek to remain in power through any means, we may have our answer soon enough, for better or worse.

Rédigé en juin 2015

Zachariah Mampilly is Director of the Program in African Studies and Associate Professor of Political Science at Vassar College. He is the author of *Rebel Rulers: Insurgent Governance and Civilian Life during War* (Cornell 2011) and with Adam Branch, *Africa Uprising: Popular Protest and Political Change* (Zed Press 2015).



LES ÉLECTIONS ÉTHIOPIENNES ET SOUDANAISES DE 2015 : JEUX AUTORITAIRES EN TOUTE DISCRÉTION

DR. JEAN-NICOLAS BACH

Docteur en Science politique, *Les Afriques dans le Monde*, Sciences Po Bordeaux.

En 2015, deux poids lourds de la Corne de l'Afrique ont respecté leur calendrier électoral en organisant des élections visant à réélire leur Parlement et la tête de leur exécutif. Si les deux États ont été félicités à demi-mot par l'Union africaine pour ce respect du calendrier, d'autres organisations ont ouvertement critiqué le caractère autoritaire de la période préélectorale. L'Union européenne a notamment considéré que les conditions démocratiques minimales n'étaient pas remplies et a refusé d'envoyer une mission d'observation électorale dans chacun des deux pays. Plus généralement, ces élections n'ont suscité qu'un infime intérêt médiatique, l'issue connue d'avance n'ayant pas aidé à exciter l'opinion publique. Il faut dire que les deux régimes à parti hégémonique (*l'Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front* et le *National Congress Party* soudanais) n'ont jamais véritablement été touchés par la « vague de démocratisation » (Huntington, 1993) africaine du début des années 1990. L'organisation d'élections régulières et le multipartisme n'ont en effet conduit à aucune alternance depuis l'arrivée de l'EPRDF au pouvoir à Addis-Abeba en 1991 et du NCP à Khartoum en 1989. Bien au contraire, ces régimes ont su manipuler et domestiquer les élections afin d'en tirer une certaine légitimité, et de se maintenir au pouvoir (Magaloni, 2006). Le FDRPE de Meles Zenawi (remplacé depuis 2012 par HaileMariam Desalegn) et le NCP d'Omar el Béchir ont également usé de la force à l'égard des opposants (voire de leur propre parti) pour sauver le système qu'ils avaient construit à leur faveur. Nous revenons ici schématiquement sur deux trajectoires sous de nombreux aspects similaires.

Le Front éthiopien : un projet intrinsèquement autoritaire

La scène politique éthiopienne s'est refermée sur elle-même ces dernières années. Mais il ne faut pas s'y tromper : le cas éthiopien révèle moins un « recul démocratique » (Diamond, 2008) qu'une absence de démocratisation depuis l'arrivée au pouvoir de l'EPRDF en 1991. Celui-ci n'a en effet jamais véritablement envisagé un partage du pouvoir ou une alternance avec l'opposition, malgré la mise en place du multipartisme au début des années 1990 et la tenue régulière d'élections.

Dès la période de transition contrôlée par l'EPRDF (1991-1995), de nombreux groupes dénoncent deux grandes dérives du régime qui se dessine : la mainmise du FDRPE sur le processus de transition d'une part, et le projet ethnofédéral d'autre part¹. Ainsi, le mouvement indépendantiste Oromo (*Oromo Liberation Front*), qui avait combattu à ses côtés contre les armées de Mengistu, quitte le gouvernement provisoire et boycotte les élections Constituantes de 1992. Il reprend par la suite les armes – dirigées cette fois contre les nouveaux leaders. Quant aux partis « conservateurs » opposés au fédéralisme ethnique et défendant un projet pan-éthiopien (ou multinational), ils sont au mieux marginalisés sur la scène partisane, au pire forcés à l'exil ou emprisonnés. Le boycott répété des élections par les opposants jusqu'en 2000 et les pratiques autoritaires du gouvernement de l'EPRDF ont permis à ce dernier de s'assurer de très larges majorités à chacune des élections depuis 1995², dans des conditions vivement critiquées par les observateurs internationaux et locaux.

Les élections générales de 2005 représentent cependant une exception, l'EPRDF s'étant laissé surprendre par le succès inattendu de l'opposition menée par deux coalitions : *kinidjit*, réunissant des partis pan-éthiopiens et libéraux ; et *hibrät* reconnaissant le fédéralisme ethnique mais s'opposant aux pratiques autoritaires du régime³. Ces deux coalitions remportent un tiers des sièges à la Chambre basse et la quasi-totalité des sièges du conseil de la capitale Addis-Abeba. Mais l'événement historique se solde par des affrontements entre militants et forces de l'ordre qui font près de deux cents morts civils et conduisent à des milliers d'arrestations.

Depuis, le gouvernement éthiopien n'a cessé de réduire l'espace politique, notamment grâce à un véritable arsenal politico-légal, mis en place à la veille des élections générales de 2010 : loi anti-terroriste, loi relative au financement des organisations non-gouvernementales, loi relative aux médias, ou encore révision du règlement de la Chambre basse. Cette politique est doublée d'un puissant contrôle sur la société et d'un renforcement volontariste du parti hégémonique, revendiquant aujourd'hui sept millions de membres (contre un demi-million en 2005). Le peuple éthiopien doit servir le projet national, une conception de la participation héritée de l'idéologie « démocratique révolutionnaire », loin d'une interprétation libérale du vote et des principes représentatifs. Une politique d'une efficacité redoutable : un seul opposant siège à la Chambre basse entre 2010 et 2015⁴. Enfin, lors des dernières élections de mai 2015, le FDRPE remporte 100% des sièges.

Au Soudan aussi, l'autoritarisme se joue des normes internationales

Après une décennie sans scrutin (1986-1996), des élections parlementaires et présidentielles sont organisées en 1996 et 2000, ainsi qu'un référendum relatif à l'adoption de la nouvelle Constitution en 1998. Mais la période de « réislamisation » post-1989 s'accompagne de l'interdiction des partis politiques et l'absence d'une presse libre. Ici aussi, les élections ne sont pas synonymes d'ouverture politique et visent davantage à légitimer un pouvoir en place plutôt qu'à le remettre en jeu *via* les urnes. Depuis 1989, Omar el Béchir est ainsi parvenu à assurer sa réélection à la tête de l'État en 1996, en 2000, en 2010 et en 2015.

Les élections de 2010 doivent être comprises dans la continuité de l'accord entre Khartoum et le *Sudan People's Liberation Movement (SPLM)* de janvier 2005 (*Comprehensive Peace Agreement, CPA*) et donc du partage du pouvoir entre d'un côté le NCP au Nord et de l'autre le SPLM au Sud. La Constitution intérimaire adoptée en 2005 révèle une nouvelle formule électorale (élection du président de l'État, des représentants du Parlement national, des présidents du gouvernement autonome du Soudan du Sud, du Parlement du Soudan du Sud, des gouverneurs et parlements des vingt-six nouvelles régions). Un nouveau mode de scrutin permet de sécuriser les rapports de forces en présence : en 2010, le NCP et le SPLM concentrent 95% des sièges et Béchir est réélu à la présidence avec 68% des suffrages exprimés (Union Européenne, 2010).

La réélection de Béchir dès le premier tour de l'élection présidentielle en avril 2015 (95% de suffrages exprimés) s'explique notamment par ce système électoral favorisant le NCP et le SPLM, alors que le Soudan du Sud et le SPLM ont entre-temps disparu de la scène politique soudanaise (Chaouche, 2015). Le NCP n'a pas non plus hésité à recourir à des méthodes plus coercitives en amont des élections, comme en septembre 2013 lors des manifestations massives qui secouent la capitale et plusieurs grandes villes du pays. L'échec du « dialogue national », ayant suscité des espoirs chez une partie des opposants et le boycott des principaux partis d'opposition, explique aussi le résultat (75% des sièges à l'Assemblée nationale). Le parti Unioniste (DUP), qui décida quant à lui de prendre part aux élections, remporte quarante sièges (35 de plus qu'en 2010). La légitimité réelle du pouvoir est néanmoins sujette à caution : plus de la moitié des treize millions d'électeurs inscrits ne se sont pas déplacés aux urnes.

Conclusion

Les expériences électorales éthiopienne et soudanaise confirment l'idée selon laquelle les « ouvertures démocratiques » du début des années 1990 pouvaient parfois n'être que des desserrements des pratiques autoritaires de la part de gouvernements aux ressources limitées (Levitsky et Way, 2015). La complaisance internationale à l'égard des deux régimes s'explique aussi en partie par la priorité internationale accordée à la stabilité au détriment des droits humains, dans une région sous tension. Les partenaires « occidentaux » font néanmoins un pari extrêmement risqué et fondé sur une vision à court terme : l'ouverture politique interne continue d'être sacrifiée au nom de la paix, ou plus précisément de la stabilité régionale. Quant aux quelques actions menées, notamment via les critiques de l'Union européenne ou les poursuites engagées par la Cour Pénale internationale, leur efficacité demeure limitée voire contre-productive. Le mandat d'arrêt international émis par la CPI à l'encontre de Béchir demeure, par exemple, sans effet dans la mesure où les pays africains, dont l'Éthiopie, continuent d'accueillir le président soudanais sur leur territoire en rejetant ouvertement la légitimité du mandat. L'effet pervers de cette politique d'inculpation se fait même sentir lorsque Béchir se sert de ces poursuites internationales pour alimenter sa posture nationale héroïque face à ce qu'il dénonce comme une ingérence néocoloniale et impérialiste (une rhétorique que l'on retrouve également au Kenya de Uhuru Kenyatta et William Ruto). L'épisode survenu récemment en Afrique du Sud, où Béchir participait au sommet de l'Union africaine, est révélateur : la justice sud-africaine laisse finalement s'envoler le président soudanais. Béchir venait d'être réélu à la tête de son État et pouvait compter sur le soutien de l'UA et des pays de la région, dont l'Éthiopie.

Notes

¹ Défenseurs de la théorie de « l'oppression nationale », les dirigeants du FDRPE fondent le fédéralisme sur le « droit des nations, nationalités et peuples » d'Éthiopie (art. 39 de la Constitution de 1995).

² Les élections générales visent à élire les représentants au sein des conseils des régions fédérées et les 547 députés de la Chambre basse du Parlement. La composition de ce dernier est essentielle car elle élit le Premier ministre, chef de l'exécutif. Quant aux élections locales, elles visent à élire les représentants au sein des niveaux administratifs inférieurs.

³ International Crisis Group, 4 September 2009, *Ethiopia: Ethnic Federalism and its Discontents*, Africa Report n° 153.

⁴ Pour un point sur les reconfigurations politiques entre 2010 et 2015, voir Jean-Nicolas Bach, février 2015, *False Hopes, Real Fears : The 2015 Ethiopian Election*, Observatoire des Enjeux Politiques et Sécuritaires dans la Corne de l'Afrique, Les Afriques dans le Monde-Sciences Po Bordeaux.

Références bibliographiques

- Chaouche S., juin 2015, « [Les élections soudanaises de 2015 : Réalignements politiques et renforcements autoritaires](#) », Observatoire des enjeux politiques et sécuritaires dans la Corne de l'Afrique, LAM-Sciences Po Bordeaux, Note 10.
- Diamond L., 2008, « [The Democratic Rollback : the Resurgence of the Predatory State](#) », *Foreign Affairs*, 87.
- European Union, 2010, [Rapport final de la mission d'Observation de l'Union Européenne sur élections de 2010](#).
- Gandhi J., Przeworski A., 2006, "Authoritarian Institutions and the Survival of Autocrats", dans Magaloni B. (ed.), *Voting for Autocracy, Hegemonic Party Survival and its Demise in Mexico*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Huntington S., 1993, *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press.
- Levitsky S., Way L., janvier 2015, « [The Myth of Democratic Recession](#) », *Journal of Democracy*, vol. 26, n°1.

RÔLE COMPARÉ DE L'ARMÉE DANS LES PROCESSUS POLITIQUES (AFRIQUE FRANCOPHONE).

DR. JEAN-PIERRE BAT

Chercheur affilié au CNRS

Les forces armées, loin d'être des observateurs, prennent une part active aux transitions démocratiques, dont elles sont les premières garantes. Leur engagement, dans un camp ou dans un autre, participe de l'équilibre de la radicalisation ou non de la situation. Contrairement à certaines idées, le rôle des armées n'est pas aussi manichéen qu'il n'y paraît, ainsi que l'illustrent les récents événements, liés à la question du verrou constitutionnel des deux mandats présidentiels.

L'armée face aux crises sécuritaires (exemples de 2008-2010)

En Guinée, à la mort de Lansana Conté en 2008, c'est l'armée qui prend en charge la transition politique. Dans ce contexte, il convient d'interpréter le coup d'État qui porte au pouvoir le capitaine Dadis Moussa Camara : le treillis de Dadis n'a peu à peu engagé que lui et ses partisans, et non l'institution militaire dans sa totalité. À la suite de la dérive de son régime, la seule personnalité capable de reprendre en main la situation et de restaurer le processus électoral est le général Sékouya Konaté. Après la guerre des bérets, il devient un exemple de cette nouvelle génération de militaire modèle. Pour le succès de la mission de Konaté, des garanties ont été prises hors de Guinée auprès des partenaires politiques de la sous-région et des institutions africaines. C'est essentiellement par son statut de militaire qu'il a mis fin à la crise politique guinéenne.

En Côte d'Ivoire, lors de la crise post-électorale (2010-2011), c'est sans doute moins vers l'armée (qui n'a jamais été réellement le garant de la sécurité intérieure) que vers la gendarmerie qu'il convient de se tourner. Les engagements du général Bi Poin, qui prend en main le Cecos (Centre de commandement des opérations de sécurité) pour Laurent Gbagbo, ont bien longtemps caché l'attitude loyaliste du chef d'état-major de la gendarmerie qui a refusé toute affiliation politique de son arme. Ce geste permet d'expliquer l'actuelle attitude et la place de la gendarmerie dans la société ivoirienne. La reconstruction de l'armée, quant à elle, est un enjeu bien plus politique que militaire, essentiellement liée au poids des comzones au sein des FRCI (Forces républicaines de Côte d'Ivoire).

L'armée face aux crises politiques (2010-2014)

Au Niger en 2010, le coup d'État contre Tandja a été mené par Salou Djibo contre les ambitions présidentielles de troisième mandat. En adoptant une attitude loyaliste, et en garantissant la bonne tenue du chronogramme de transition, l'armée nigérienne a démontré son sens politique, mais aussi sa connexion avec la société civile.

La crise du Mali en 2012 est à remettre dans ce contexte de société civile en ébullition : le coup d'État de Sanogo est autant une réaction corporatiste face à l'émotion du massacre des troupes à Aguel'Hoc, que le fruit d'une politisation tout au long du second mandat d'ATT (Amadou Toumani Touré) des « oubliés » du régime. Ceci explique le calendrier du putsch mené par des sous-officiers, qui n'ont plus confiance dans leurs officiers et officiers supérieurs – et *a fortiori* en ATT. Cette crise de l'institution militaire reflète donc moins l'armée en tant que

telle que les clivages au sein de la société malienne. Toutefois, elle finit d'effondrer l'armée malienne, incapable de remplir ses missions depuis longtemps.

Au Burkina Faso en 2014, la chute de Blaise Compaoré a donné à voir deux visages de l'armée : le premier est celui d'une institution qui s'éloigne du régime et s'engouffre dans la transition démocratique en connexion avec la société civile (face incarnée par le général Traoré) ; le second est celui d'une garde prétorienne qui, tout en ayant conscience des changements, cherche à conserver la main d'une manière ou d'une autre dans cette crise (face incarnée par le colonel Zida et, derrière lui, par le colonel Diendéré, chef de la Sécurité présidentielle et plus ancien camarade de Blaise).

L'armée en Afrique centrale : contrepoint et crispations sécuritaires ?

Alors que l'institution militaire est considérée, pour tout ou partie, comme un facteur des transitions politiques en Afrique de l'Ouest, elle semble, en Afrique centrale, adopter la position inverse. Comment comprendre ce phénomène ? Premièrement, nombre d'États et de régimes d'Afrique centrale sont nés (ou vivent) de la guerre. En conséquence, cette stratégie politique de la tension sécuritaire ne favorise pas la création d'une armée nationale, mais plutôt d'un cercle réduit de protection présidentielle, type garde prétorienne. Les deux exemples les plus nets en la matière s'avèrent être le Tchad et le Congo-B. Idriss Deby n'accorde sa confiance qu'à sa garde Zaghawa ; Sassou fait reposer sa sécurité politique et personnelle sur Jean-Dominique Ockiemba (JDO) et son équipe M'Bochi. L'armée n'est plus alors une institution nationale mais un cercle sécuritaire, fortement identitaire, et qui constitue de fait un clan politique indissociable de la destinée du président.

Deuxièmement, il existe des pays dans lesquels l'armée est une institution défaite – qu'elle soit peu compétente ou faillie. Elle laisse alors le champ à la dialectique de la lutte anti-milicienne, c'est-à-dire à une politique de la terre brûlée géographique au prétexte d'une guerre contre-subversive mal menée, dans une optique strictement répressive. C'est le cas en Centrafrique, avec par exemple les opérations de répression au Nord-Ouest à la fin du régime de Bozizé, ou au Congo-Kin, avec l'affaire du M23 au Kivu entre 2012 et 2013.

Nouveaux enjeux politico-sécuritaires pour l'institution militaire

Enfin, il demeure des enjeux « en devenir » pour les forces de sécurité appelées à faire face à une nouvelle forme de menace : la brutalité et l'échec de l'armée nigériane face à Boko Haram en est la pire illustration. Au Cameroun, la question de l'emploi jusqu'à saturation du BIR se pose, qui ne peut avoir vocation à remplacer l'armée dans cette guerre. Or, une véritable concurrence existe entre l'armée et le BIR – perçu comme « une armée dans l'armée ». Cette problématique de la réinvention des institutions militaires en Afrique, qui se cache dans les plis des interventions de la France (Serval-Barkhane et Sangaris), constitue le véritable enjeu de sécurisation des processus politiques. Il ne peut toutefois pas en être dissocié. En d'autres termes, la réponse militaire de la coalition ne peut exister indépendamment d'une réponse politique africaine qui tienne compte des réalités locales des politisations – sous peine de voir (re)naître des institutions sécuritaires devenant, à leur tour, des facteurs de déstabilisation intérieure. À l'inverse, des expériences, telles que celles du général guinéen Konaté, méritent d'être étudiées : le rôle des vétérans africains de Barkhane devrait ainsi constituer un enjeu politique pour la sortie de crise, non plus au seul échelon national, mais à l'échelon régional. En effet, ils seront la génération « du feu », avec le poids moral qui leur incombe.

L'enjeu militaire n'est pas à placer en terme de vertu politique pour distinguer l'Afrique de l'Ouest de l'Afrique centrale. Le verrou constitutionnel est généralement assimilé dans l'environnement régional d'Afrique de l'Ouest (les États, les sociétés civiles, la CEDEAO, etc.) comme élément d'ordre civique et sécuritaire (le Togo est un contre-exemple mais Faure a épuré l'armée dans le sillage de Kpatcha). Au contraire, en Afrique centrale, la crispation politique autour du cercle clientélaire présidentiel « assiégé » a suscité une conception prétorienne des forces de sécurité : l'armée n'existe pas pour elle-même, mais pour les bataillons d'élite attachés à la garde du président.

Cependant, en l'absence d'une véritable force d'intervention africaine (qui reste un horizon politique continental depuis ECOMOG), l'enjeu de reconstruction politique et sécuritaire des États après le défi jihadiste constituera le nouvel horizon de recomposition des armées au sein des nations africaines, dont elles redéfiniront, en partie, les contours politiques et sociaux.

